

PRÉFET DE LA RÉGION {dreal}

*Direction régionale de l'Environnement,* Ville, le {dateMiseEnDemeure}

*de l'Aménagement et du Logement  
de Bretagne*

*Service XXX*

*Division XXX*

**Affaire suivie par : XXX – Fax : XXX**

**Tél. :** XXX xxx

{contactDreal}

*réf. : {referenceProjet}*

**Objet** : Mise en demeure de se conformer aux prescriptions du cahier des charges de l’appel d’offres n° {titreAppelOffre}

Madame, Monsieur,

En application des dispositions de l’article L.311-10 du code de l’énergie relatif à la procédure de mise en concurrence pour les installations de production d’électricité, le ministre chargé de l’énergie a lancé, en {dateLancementAppelOffre}, l’appel d’offres cité en objet.

A l’issue de la procédure d’instruction, votre projet :

* nom du projet : «{nomProjet}» ;
* adresse du projet : {adresseCompleteProjet} ;
* puissance : {puissanceProjet} {unitePuissance};

a été désigné lauréat de la {titrePeriode} période de cet appel d’offres. Cette désignation a été notifiée par courrier en date du {dateNotification}.

Le cahier des charges prévoit, au(x) paragraphe(s) {paragrapheGF} que : *« Le Candidat dont l’offre a été retenue constitue une garantie bancaire d’exécution. Cette garantie doit être établie dans un délai de deux (2) mois à compter de la Date de désignation. Un document conforme au modèle de l’Annexe 3 attestant de la constitution de cette garantie est adressé à la DREAL de la région d’implantation dans ce délai, la charge de la preuve de l’envoi reposant sur le lauréat en cas de litige ».*

La garantie doit être constituée pour une durée de {garantieFinanciereEnMois} mois, soit au moins jusqu’au {dateFinGarantieFinanciere}.

Or, sauf erreur de ma part, je constate à ce jour que la transmission de ce document n’est pas intervenue dans le délai fixé par le cahier des charges, à savoir avant le {dateLimiteDepotGF}.

Selon les modalités prévues au(x) paragraphe(s) {paragrapheGF} du cahier des charges, je me vois contraint de vous mettre en demeure de m’adresser l’attestation de la constitution des garanties bancaires dans un délai d’un (1) mois à compter de la réception du présent courrier.

Conformément au(x) paragraphe(s) {paragrapheGF} pré-cité, en l’absence de transmission du document demandé dans le délai fixé, la décision vous désignant lauréat pour le projet ci-dessus fera l’objet d’un retrait.

Je vous prie d’agréer, Monsieur, l’expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,

Le chef de XXX

xxx XXX

**{nomRepresentantLegal}**

**{adresseProjet}**

**{codePostalProjet} {communeProjet}**

**Copie à**  (mails)**:**

service DREAL : chargé de mission

Porteur de projet : {emailProjet}